

Collectif **ALERTE** Auvergne

Le 17/10/2016

ALERTE !

Les associations réunies dans le Collectif Alerte Auvergne constatent que dans les 4 départements la situation des personnes sans-abri est devenue insupportable. De surcroît, les conditions hivernales vont s'ajouter et provoquer de nombreux drames humains. Elles alertent donc les citoyens, les associations, les élus et les pouvoirs publics pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour éviter les souffrances et les morts qui peuvent en résulter.

Nos activités et nos missions d'intérêt public nous permettent de constater sur le terrain :

- que le nombre de personnes à la rue augmente, avec parmi elles des nourrissons et des enfants avec leurs mères, des femmes seules victimes de violences, des personnes malades et sous traitement médical, des familles, des mineurs non-accompagnés, des adultes isolés, de nationalité étrangère et française,
- que c'est une augmentation structurelle depuis le mois de mai 2016 observée par le 115 (pour l'hébergement d'urgence), comme dans les structures qui fournissent accueil et aide alimentaire, et ce dans les 4 départements, même si c'est plus net à Clermont-Ferrand et dans les grandes agglomérations.

Les grands froids de l'hiver arriveront très vite. Les personnes vivant dans la rue et qui survivent grâce à un abri ou à un squatt viendront s'ajouter à ceux à qui le 115 répond tous les jours qu'il n'y a plus de places dans les structures d'hébergement d'urgence, ni à l'hôtel. L'an dernier, le 115 refusait (faute de places) la mise à l'abri à 20% des demandeurs, en mai à 50%, maintenant à 80%. Dans quelques semaines, devrait-il refuser 100% des demandes ?

Nos services et nos associations ne peuvent pas admettre de renvoyer les gens à la rue, ce qui est contraire aux droits de l'homme, à la loi (qui prévoit un accueil inconditionnel) et à nos valeurs humanistes et professionnelles. Nos responsables des politiques publiques ne peuvent pas récuser ces besoins d'hébergement d'urgence.

Nous savons que la période est difficile, à plusieurs titres : contraintes budgétaires, accueil des réfugiés, période électorale. Cependant, nous avons besoin d'engagements quant au problème de l'hébergement d'urgence. De notre côté, nous identifions un besoin de création d'un peu plus de cent places nouvelles, ce qui ne nécessite pas beaucoup de moyens mais une volonté partagée.

Alors que l'on célèbre la Journée mondiale du refus de la misère le 17 octobre, personne ne peut rester insensible aux besoins élémentaires. Nos associations refusent d'ignorer la situation des enfants, des hommes et des femmes qui ne peuvent pas être mis à l'abri alors qu'ils en ont un besoin urgent.

Demandant que les responsables politiques et administratifs, élus et dirigeants institutionnels, prennent en compte ces besoins sans délai, nos associations proposent de mettre en œuvre leurs décisions et d'employer les moyens qu'ils mettront au service des personnes en situation précaire.

